

Tendances conjoncturelles

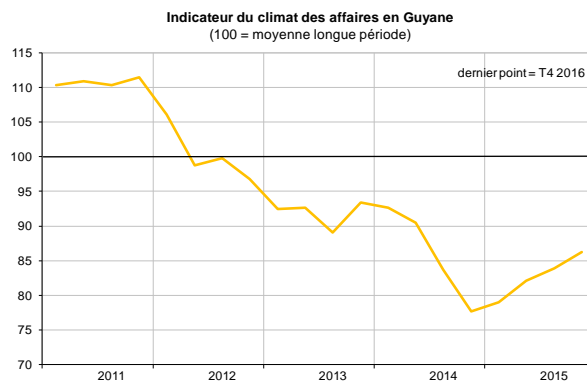
4^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

Le redressement de l'indicateur du climat des affaires se poursuit

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse à nouveau au quatrième trimestre 2015 (+2,3 points) pour s'établir à 86,2 points. Il reste néanmoins à 13,8 points en deçà de sa moyenne de longue période. La composante passée contribue positivement à l'évolution de l'indicateur (+1,9 point) alors que la contribution de la composante future se réduit légèrement (+0,4 point après +0,6 point au trimestre précédent).

Les entrepreneurs restent peu enclins à investir à l'horizon d'un an.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

BRÉSIL

Au Brésil, la dette publique fédérale atteint un niveau record en 2015 à 2 793 Mds R\$ (627,3 Mds d'euros), soit une augmentation de +21,7 % par rapport à l'année précédente. Désormais, la dette représente 65,1 % du PIB (contre 57,2 % en 2014 et 51,7 % en 2013). Cette dégradation des finances publiques résulte principalement de la progression du poids des intérêts de la dette : 367,8 Mds R\$ (82,6 Mds d'euros). En outre, selon la Banque centrale (Bacen), le secteur public a connu pour l'année 2015 un déficit primaire de 111,2 Mds R\$ (contre 32,5 Mds R\$ en 2014), soit le plus mauvais résultat depuis 2001. Cette dégradation s'est dotant plus dégradée au mois de décembre à hauteur de 71,7 Mds R\$, dont 60,9 Mds relevant du gouvernement fédéral.

Selon l'Institut brésilien de la statistique (IBGE), l'inflation pour le mois de janvier 2016 évolue faiblement (+1,27 %) en glissement mensuel et dépasse le taux de 1,24 % enregistré en 2015. Ce niveau des prix résulte d'une part de la hausse des matières premières agricoles, et d'autre part, de la revalorisation des salaires des fonctionnaires. Dans ce contexte, le risque d'évolution non maîtrisée de l'endettement public est perceptible et les perspectives de reprise de la croissance en 2016, restent incertaines.

HAÏTI

L'économie haïtienne est fragilisée par les fluctuations du prix des matières premières. Pour y faire face, l'État a adopté deux mesures importantes. D'abord, une baisse (entre 6 et 8 gourdes) du prix des carburants à la pompe. Puis, la mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique des prix qui, d'après le FMI, devrait rapporter des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de 0,2 % du PIB.

Par ailleurs, la dépréciation de la gourde se poursuit en dépit des interventions répétées de la Banque de la République d'Haïti (BRH) sur le marché des changes. En effet, pas moins de 10 millions de dollars US (9 millions d'euros) ont été injectés le 3 février 2016 après l'introduction de 72,575 millions de dollars US (65,477 millions d'euros) sur les quatre premiers mois de l'année fiscale 2015. La BRH prévoit de poursuivre ses actions malgré la baisse des réserves de change.

Une insécurité alimentaire grandissante vient s'ajouter à ces difficultés. Selon le Programme Alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), le nombre de personnes qui souffrent de la faim a doublé en 6 mois et ce sont près de 3,6 millions d'Haïtiens qui sont touchés.

Une faible inflation

Au quatrième trimestre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en léger recul (-0,2 %), après avoir été stable lors du trimestre précédent. Les prix des produits manufacturés et des services sont respectivement en hausse de +0,2 % et +0,4 %, tandis que les prix des produits alimentaires et de l'énergie sont en baisse (respectivement de -0,3 % et -6,1 %).

Sur un an, l'indice global des prix à la consommation stagne (-0,1 %) malgré l'augmentation du prix des produits alimentaires (+1,6 %) et des services (+0,7 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi recule

Même s'il progresse sur un an (+1,4 % CVS), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit en baisse au quatrième trimestre 2015 (-1,3 % en variation trimestrielle, CVS) et ce, pour la deuxième fois consécutive, ce qui n'avait pas été observé depuis neuf ans.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi (catégorie A) enregistre également un recul : -5,4 % sur le trimestre et -8,3 % sur un an. Le marché du travail reste toutefois fragile puisque le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an progresse de nouveau en glissement annuel (+4,5 % CVS).

On observe par ailleurs une diminution notable des offres d'emploi enregistrées (-16,8 % après une nette augmentation de +26,5 % au troisième trimestre 2015).

Une consommation des ménages fragile

Au quatrième trimestre, la consommation des ménages reste fragile. On constate à la fois un recul des importations de biens de consommation et des importations de biens d'équipement électrique et ménager (respectivement -4,7 % et -3,5 %, CVS). En revanche, les ventes de véhicules de tourisme repartent à la hausse pour ce trimestre, à +7,8 % (CVS).

Selon les dernières données déclarées par les banques au quatrième trimestre, l'encours des crédits à la consommation a connu une hausse de 2,3 % par rapport au trimestre précédent et celui des crédits à l'habitat, un net accroissement de 8,1 %.

Le nombre de dossiers déposés devant la commission de surendettement est en nette augmentation (+23,9 %) sur le quatrième trimestre, 89 % d'entre eux ont été jugés recevables et seuls 11 % de ces derniers ont pu bénéficier d'un plan conventionnel.

L'investissement toujours en berne

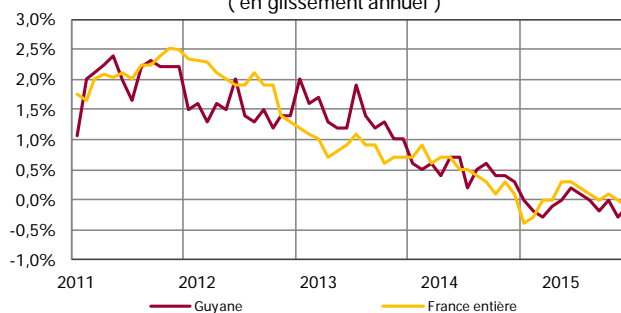
L'investissement des entreprises pour la fin d'année 2015 reste en retrait. En effet, hormis l'augmentation des ventes de véhicules utilitaires (+3,5 % CVS), les importations de biens d'équipement ainsi que les créations d'entreprises sont en recul par rapport au trimestre précédent (respectivement de -16,8 % et -4,0 % CVS).

Dans ce contexte tendu, les perspectives d'investissement des chefs d'entreprise progressent selon les secteurs mais restent globalement négatives. Ainsi, les professionnels des secteurs primaire, des industries agroalimentaires et des services marchands envisagent d'investir d'ici un an alors que les anticipations demeurent mal orientées pour les secteurs de la construction et du tourisme-hôtellerie.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises est en retrait de 1,3 % après avoir été stable au trimestre dernier.

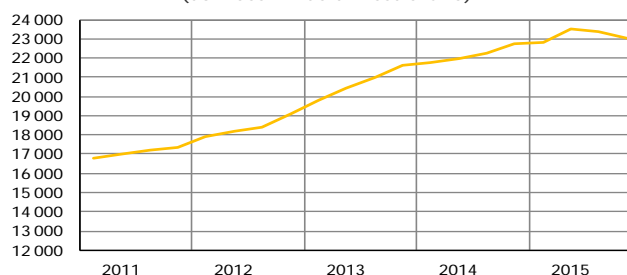
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises sont également contrastés au quatrième trimestre. On observe une baisse du nombre d'impayés sur effets de 32,5 % ainsi que leur montant (-60,3 %). De même, le nombre des redressements judiciaires est en retrait de 33,3 %. À l'inverse, le nombre de liquidations judiciaires a crû sensiblement (+66,7 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



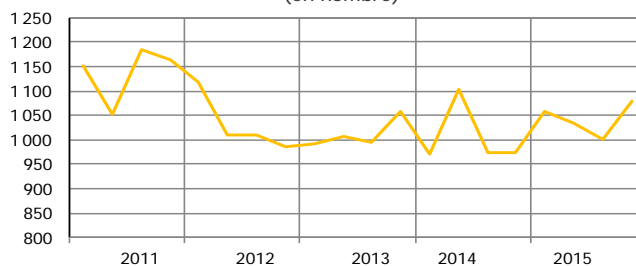
Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM A) (données fin de trimestre CVS)



Source : Pôle emploi / Dieccte

Ventes de véhicules de tourisme neufs (en nombre)

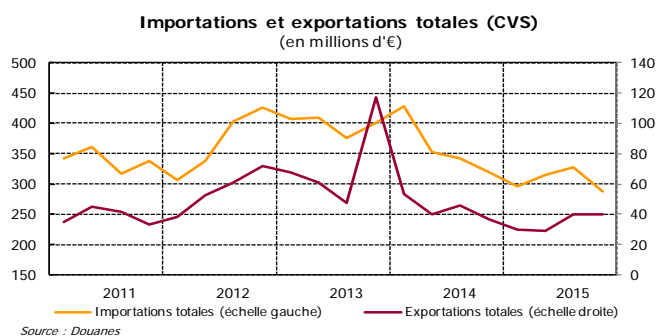


Sources : Somafi, CVS/CJO Iedom

Décrochage des échanges extérieurs

Les exportations marquent un coup d'arrêt avec un recul de 8,8 % (CVS), après une nette progression lors du trimestre précédent (+38,1 % CVS). Cette contre-performance s'explique par la baisse des exportations de biens relevant du poste « matériels de transport ».

Les importations diminuent de 12,4 % CVS après une hausse de 3,8 % au troisième trimestre. Cette évolution trouve principalement son origine dans la baisse du poste des produits pétroliers raffinés et coke mais également celui des produits chimiques, parfums et cosmétiques.



DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES SECTEURS

Au cours du quatrième trimestre 2015, le bilan de la filière animale est mitigé. Les importations de bovins restent sur une tendance baissière (-12,4 % contre -3,8 % CVS au trimestre dernier) alors qu'à l'inverse, les abattages de bovins poursuivent leur progression de 2,0 % (CVS), après avoir enregistré une augmentation de 9,4 % CVS au précédent trimestre. S'agissant de la filière porcine, les tendances sont inversées. Les importations connaissent une hausse sensible (+16,8 % contre -13,8 % CVS au trimestre précédent) alors que les abattages enregistrent une diminution de 8,7 % CVS (après une progression de 3,4 % au troisième trimestre).

Dans le secteur de la pêche, les exportations de crevettes fléchissent à nouveau au quatrième trimestre 2015 (-30,1 %, CVS) mais les exportations de poissons connaissent une importante progression (+61,4 %, CVS).

L'activité du secteur des industries agroalimentaires évolue positivement pour ce trimestre. En particulier, les exportations progressent de 8,6 % (CVS) après avoir chuté de 27,3 % (CVS) au précédent trimestre. L'industrie du rhum voit sa production s'accroître nettement à +47,8 % et ce, grâce à l'augmentation de cannes broyées (+28,1 %).

Selon l'enquête de conjoncture menée par l'ledom au quatrième trimestre 2015, les chefs d'entreprise du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** jugent leur activité bien orientée pour le troisième trimestre consécutif et demeurent optimistes pour les prochains mois. Leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an demeurent toutefois positives.

En réalisant trois lancements et la mise en orbite de cinq satellites au quatrième trimestre, l'**activité spatiale** se maintient. Malgré un léger ralentissement en glissement trimestriel et annuel (pour mémoire, au trimestre précédent, quatre tirs avaient été effectués et huit satellites lancés), le carnet de commandes pour l'exercice 2016 devrait être quasiment similaire à celui de l'année 2015 puisque les objectifs de lancement affichés sont de l'ordre de 11 tirs sur l'ensemble de l'exercice 2016 (à fin janvier, 1 tir a déjà été effectué).

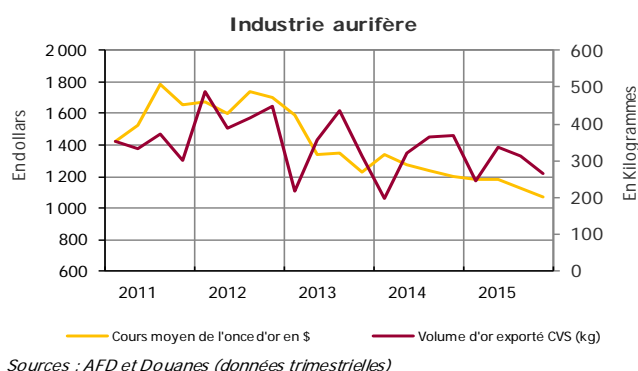
Le cours de l'once d'or baisse une nouvelle fois au quatrième trimestre 2015 (-1,8 % en CVS). Les exportations en volume et en valeur se réduisent respectivement de 15,0 % (CVS) et de 6,5 % (CVS).

Les chefs d'entreprise du secteur **des industries hors agroalimentaires** jugent leur activité mal orientée. En effet, le poids de leurs charges ainsi que leurs délais de paiement demeurent préoccupants. Cette situation les rend peu enclins à investir.

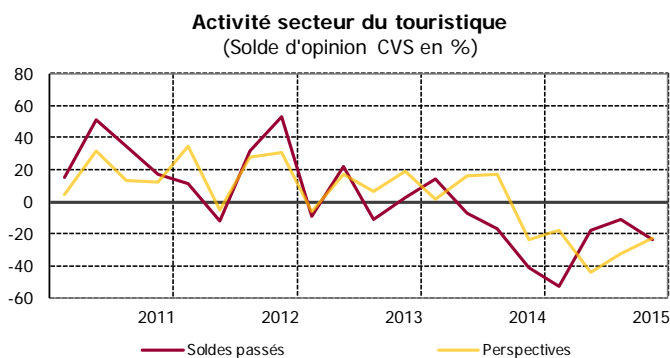
Dans le **secteur de la construction**, l'activité s'améliore nettement après avoir été dégradée pendant près de quatorze trimestres d'affilée. Les ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) progressent une nouvelle fois sur l'année 2015, à +7,9 % (CVS), après avoir déjà enregistré une augmentation de 12,0 % (CVS) au troisième trimestre. Toutefois, les chefs d'entreprise considèrent que leur trésorerie demeure fragile malgré un net allègement du poids de leurs charges. En dépit d'un courant des affaires jugé favorable pour ce trimestre, les professionnels du secteur anticipent une dégradation pour le début de l'année 2016.

Au quatrième trimestre, l'activité du **secteur du commerce** n'a pas été en mesure de confirmer les anticipations des chefs d'entreprise pour ce trimestre. En effet, l'opinion des professionnels du secteur sur l'activité reste dégradée et se creuse. Cependant, l'amélioration des délais de paiement a eu pour effet de rassurer les chefs d'entreprise sur la santé de leur trésorerie car celle-ci demeure favorable. En revanche, ils ne comptent pas investir d'ici les douze prochains mois.

Pour le sixième trimestre consécutif, l'activité du **secteur des services marchands** est encore dégradée mais cette tendance semble se réduire. Par ailleurs, l'allègement du poids des charges n'a pas pu avoir un effet positif sur leur trésorerie, en raison de délais de paiement qui demeurent préoccupants. Les chefs d'entreprise prévoient tout de même une légère progression de leur activité au prochain trimestre et sont plus nombreux à envisager d'investir d'ici les douze prochains mois.



Les chefs d'entreprise du **secteur touristique** notent un repli de leur activité au quatrième trimestre 2015. En parallèle, le niveau de leur trésorerie reste altéré. La conjoncture étant peu propice aux affaires, leurs prévisions d'investissement demeurent à un niveau inquiétant. En revanche, leurs prévisions d'activité pour le prochain trimestre attestent d'un regain d'enthousiasme pour le début de l'année 2016. Le nombre de passagers est en hausse de +4,3 % (CVS) après enregistré une baisse de -2,6 %. Pour sa part, le taux de fréquentation des hôtels est en progression sur le trimestre (+2,7 points).



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a par conséquent abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Après une année 2014 décevante marquée par la stabilité de l'activité, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2015 (+0,6 %) et 2016 (+1,0 %).

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015 puis à +6,3 % en 2016. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achévé d'imprimer : 25 mars 2016 – Dépôt légal : Mars 2016 – ISSN 1952-9619